

Il n'empêche : en Europe de l'Ouest, la dynamique de recolonisation par le loup est forte. La situation française l'illustre, puisque dans l'Hexagone, les accroissements des territoires et des effectifs restent actuellement de l'ordre de 20 pour cent par an en moyenne, et ce malgré l'existence d'un braconnage avéré et cryptique (caché), comme l'a étudié le biologiste Guillaume Chapron. Étant donné les espaces rendus disponibles par la déprise agricole, les loups français ne peuvent qu'avoir une grande capacité de dispersion.

C'est bien ce que montre le suivi français : des spécimens identifiés en Lozère ou dans les Pyrénées-Orientales l'avaient été plusieurs mois auparavant dans les Alpes. Des loups de souche italo-alpine franchissent même la frontière franco-espagnole pour coloniser la Sierra del Cadi, en Catalogne. La jonction avec les loups espagnols ne semble pas s'être faite, parce que leurs populations se trouvent à l'Ouest et au Sud de la péninsule Ibérique (voir la figure 6), et sans doute aussi parce qu'un braconnage efficace en Aragon et en Navarre isole encore les deux populations.

Un retour à gérer

Cependant, l'espèce ne cesse de surprendre, comme le montre la localisation la plus occidentale d'un loup en France : dans le Gers, en novembre 2012. Plus au Nord, fin 2011, c'est dans les Ardennes belges et même aux Pays-Bas que le canidé a été repéré. Les loups choisissent des marges pour opérer leur retour, mais celles-ci sont de plus en plus centrales (voir les figures 4 et 6).

Tout cela implique qu'une « gestion émergente et active » du loup s'impose. Par cette formule, le chercheur Laurent Mermet, d'AgroParisTech, désigne ce qui constitue dans les faits une gestion intentionnelle de l'entité naturelle la plus favorable à sa conservation. Les aspects biologique et politique s'entremêlent et interagissent dès qu'il s'agit de conservation. Or, dans les politiques européennes, la pensée écologiste, qui semble monter en puissance, est contrebalancée par de puissants groupes de pression d'agriculteurs et de chasseurs.

De nombreux problèmes de conservation d'espèces, de milieux et d'écosystèmes subsistent en Europe. Par exemple, la menace pesant sur les abeilles et sur les pollinisateurs sauvages est inquiétante. Pour

autant, une biodiversité remarquable est en train de se redévelopper, signalée de façon emblématique par les retours des grands rapaces, de la loutre, du castor ou encore du loup. S'agit-il là de l'arbre d'optimisme qui cache la forêt des désastres ? Ou des premiers signes pertinents d'un tournant écologique pris en Europe occidentale ? Il est trop tôt pour le savoir, mais il est clair que le retour du loup aura des effets profonds sur les écosystèmes et sur les systèmes sociaux européens.

Malgré la mauvaise réputation acquise par la France en matière de protection de la

LA FRANCE EST EN TRAIN DE DÉPLOYER son Plan national loup, et la perspective européenne permet de prendre un peu de hauteur quant à la macrofaune de l'Hexagone.

nature et de ses grands prédateurs, ce pays est en train de déployer son *Plan national loup* (2013-2017). À ce propos, la perspective européenne permet de prendre un peu de hauteur quant à la macrofaune hexagonale. La France n'est pas le seul pays européen où des acteurs poussent à réguler fortement les populations lupines. Dans ces pays de cohabitation traditionnelle homme-loup que sont l'Italie et l'Espagne, des conflits accompagnés de braconnage se sont développés dans les régions récemment colonisées par le prédateur.

En Suède, l'opposition est forte en zone rurale, où les populations sont attachées aux activités d'extérieur telles que le ski de fond et la chasse. Par ailleurs, comme les éleveurs français de moutons, les éleveurs lapons apprécient peu les pertes de rennes que leur occasionne le prédateur. Tout cela entraîne un important braconnage. L'intense pression sur les autorités suédoises a rendu possible à la fin de 2009 l'abattage d'une vingtaine de loups par an, afin de limiter la population à 210 individus. Au regard de la fragilité de l'espèce, l'Union européenne menace d'ailleurs régulièrement la Suède d'une procédure d'infraction à la directive *Habitats*. Le cas du loup contredit l'idée répandue que les pays nordiques seraient des modèles écologiques...

Malgré leurs faiblesses, la protection et la gestion du loup en France présentent d'indéniables atouts. Le suivi biologique de l'espèce y a été reconnu d'un niveau de qualité exceptionnellement élevé par une expertise internationale. Grâce à un travail de terrain de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et à un réseau de correspondants de terrain, de nombreux indices de présence (crottes, poils, carcasses, hurlements, prises de vue automatiques, témoignages visuels) permettent de nourrir une base de données. Grâce aux analyses génétiques et à une modélisation, le *Réseau loup* établit les zones



5. LES POPULATIONS DE CERFS ÉLAPHES se développent en France en raison de l'expansion des forêts et des friches agricoles, et en raison de la gestion cynégétique. Ce phénomène favorise aussi le retour du loup, le principal prédateur du cerf. Si la présence de meutes de loups dans les forêts de plaine se confirme, elle constituera un régulateur naturel du cerf et pourrait avoir des effets positifs sur la végétation forestière et agricole.